

Le Premier Ministre
2352 / 13 / SG

Paris, le 24 SEP. 2013

Madame la Secrétaire générale,

La politique du handicap constitue une priorité de l'action gouvernementale. La réunion du Comité interministériel du handicap de ce jour témoigne de ma volonté de défendre une société plus inclusive et de donner une nouvelle dynamique à la mise en œuvre de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Les décisions que nous avons prises sont articulées autour de quatre axes : la jeunesse, l'emploi, l'accessibilité ainsi que la connaissance du handicap, l'accès aux soins et l'accompagnement médico-social. La mise en œuvre de mesures et l'ouverture de nouveaux chantiers sur chacun de ces sujets constituent ainsi la feuille de route du Gouvernement jusqu'à la conférence nationale du handicap de 2014.

Pour réussir cette ambition, la politique du handicap doit être élaborée et conduite dans une approche interministérielle, gage de l'efficacité de notre action collective. Pour y contribuer, votre mission en tant que secrétaire générale du Comité interministériel du handicap est d'assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre des décisions prises le 25 septembre 2013.

Parmi les travaux que nous avons décidé d'engager, vous piloterez directement certains chantiers : l'élaboration du référentiel d'accessibilité des services publics, la mise à jour et la diffusion des mémentos sur l'accessibilité du processus électoral en vue des échéances de 2014, la mise en œuvre de l'article 78 de la loi du 11 février 2005, ainsi que le bilan et le renforcement de l'intégration de l'accessibilité dans les contenus de formation. Par ailleurs, vous relancerez et animerez le comité de pilotage interministériel de l'accessibilité de l'enseignement supérieur. Vous poursuivrez le pilotage des travaux de mise en place du centre relais national des appels d'urgence pour les personnes sourdes, malentendantes et aphasiques.

Comme le prévoit la convention internationale des droits des personnes handicapées, chaque ministre désignera un « référent handicap » au sein de son administration comme de son cabinet. Vous animerez le réseau des référents administratifs pour suivre la feuille de route définie par le Comité interministériel du 25 septembre 2013 et pour garantir la prise en compte transversale du handicap dans la conduite des politiques publiques.

Madame Agnès MARIE-EGYPTIENNE
Secrétaire générale du Comité interministériel du handicap
14, avenue Duquesne
75350 Paris SP 07

Conformément à la circulaire que j'ai signée le 4 septembre 2012, vous veillerez à ce qu'une « fiche diagnostic » sur la prise en compte du handicap soit systématiquement intégrée à l'étude d'impact qui accompagne chaque projet de loi, et le cas échéant, à ce qu'un volet handicap soit présent dans le texte lui-même. En tant que secrétaire du Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH) et en lien avec le Secrétariat général du Gouvernement, vous informerez régulièrement cette instance du calendrier d'élaboration des projets de loi.

Il importe également de renforcer la concertation avec les représentants des publics directement concernés par les politiques que nous menons. A ce titre, vous présenterez au CNCPH l'état d'avancement de la feuille de route gouvernementale.

Des engagements ont été pris par la France au niveau international en matière de droits des personnes handicapées avec la ratification de la convention internationale des droits des personnes handicapées de 2006. Il convient d'achever, d'ici le début de l'année 2014, le rapport d'application de cette convention que le Gouvernement devra transmettre à l'ONU. Vous coordonnerez l'élaboration de ce document et vous assurerez le suivi de la mise en œuvre de la convention.

Vous proposerez une redéfinition de la composition et de l'organisation de l'Observatoire national de la formation, de la recherche, et de l'innovation dans le handicap (ONFRIH) dans le domaine de la recherche afin de renforcer sa réactivité et sa dimension interministérielle, puis vous assurerez l'animation de ses travaux avec la contribution du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Compte tenu du caractère interministériel du 3^{ème} plan autisme, vous assurerez sa mise en œuvre.

La conférence nationale du handicap programmée en 2014 constitue une échéance importante de notre calendrier. Vous participerez activement à sa préparation et vous coordonnerez l'élaboration du rapport du Gouvernement au Parlement sur la mise en œuvre de la politique nationale du handicap.

Pour l'exercice de l'ensemble de vos missions, vous vous appuierez sur les services du ministère des affaires sociales et de la santé.

Vous me rendrez compte régulièrement de l'avancée de l'ensemble des mesures arrêtées lors de ce premier comité.

Je vous prie d'agréer, Madame la Secrétaire générale, l'expression de mes respectueux hommages.



Jean-Marc AYRAULT